

livreshebdo.fr

Delphine Henry et François Annycke : « L'histoire de la Fill est intrinsèquement liée à la décentralisation » - Livres Hebdo

Par Éric Dupuy

9–11 minutes

Livres Hebdo : La Fédération française pour la coopération des bibliothèques, créée en 1985, est devenue la Fédération interrégionale du livre et de la lecture (Fill) en 2006.

Comment s'est opérée cette évolution vers l'interprofession ?

Delphine Henry : La Fill a accompagné le mouvement initié sur les territoires avec la convergence progressive entre les agences de coopération des bibliothèques et les centres régionaux des lettres. Étant par essence un espace de coopération de ces structures, l'association s'est adaptée pour accueillir les échanges, les coopérations et les travaux de ses adhérents sur l'ensemble de leurs missions.

François Annycke : La Fill est le cœur de l'interprofession. Ses fondamentaux résident dans la coordination, la mutualisation, l'accompagnement et le lien entre les acteurs et actrices du livre mais aussi entre toutes les structures régionales pour le livre (SRL). Alors que le monde du livre et les SRL évoluent sans cesse, la Fill se doit d'évoluer dans le même temps sous peine

de perdre sa raison d'exister.



François Annycke - Photo OLIVIER DION

Pour télécharger ce document, vous devez d'abord acheter l'article correspondant.

D. H. : Financée par le ministère de la Culture, les régions, ses structures adhérentes et la Sofia, l'association a aussi vocation à être un espace de dialogue dans une approche prospective pour penser les grands enjeux de la filière.

Cette vocation se heurte toutefois à un contexte budgétaire pour le moins aride. En décembre dernier, vous avez d'ailleurs initié une [tribune publiée dans Le Monde](#) pour dénoncer la réduction des moyens affectés au livre par l'État dans son projet de loi de finances 2026...

F. A. : Lors des États généraux de la lecture pour la jeunesse, nous avons fait le constat d'une baisse drastique des fonds dédiés aux actions déconcentrées. L'analyse de ces données a poussé la Fill à lancer l'alerte avec le soutien d'une cinquantaine d'organisations régionales et nationales. La publication de cette

tribune a conduit à la mise en ligne d'une pétition lancée par le Réseau des événements littéraires et festivals (Relief) et à la mobilisation de la filière dans toutes ses composantes.



Delphine Henry- Photo OLIVIER DION

Pour télécharger ce document, vous devez d'abord acheter l'article correspondant.

Comment cette baisse de moyens budgétaires peut-elle concrètement affecter la Fill ?

F. A. : Nous n'avons encore aucune connaissance des fonds qui seront dédiés au livre, tant pour la Fill que pour les agences régionales. Ceci est problématique : nous sommes au début du mois de mars et nous ignorons toujours comment l'année sera financée.

« *Nous ne pouvons pas fonder une politique publique du livre sur le mécénat* »

D. H. : La baisse de 25 % du soutien de l'État au livre que nous dénonçons dans la tribune concerne les crédits alloués aux

régions. L'enveloppe de la Fill est sur une autre ligne. Nous ne savons pas encore à quelle baisse nous serons confrontés. Mais nous sommes évidemment très inquiets quant aux réponses qui seront données par le ministère de la Culture.

Explorez-vous d'autres options de financement pour pallier cette réduction ?

F. A. : Nous faisons face à un étrange paradoxe : les subventions baissent mais nous recevons l'injonction de nous réinventer de la part des collectivités publiques. Le réflexe est ainsi de chercher des financements ailleurs, à toutes les échelles possibles. On nous incite à demander des financements européens - comme en témoigne l'inflation du nombre de dossiers au Relais Culture Europe - ou à opter pour du mécénat. Si l'Europe ou d'autres sources de financements - à l'image du développement récent de nos activités avec la Sofia - semblent pertinentes, nous ne pouvons pas fonder une politique publique du livre sur le mécénat.

D. H. : Le livre n'est pas un secteur gourmand de subventions publiques. Des dispositifs comme les contrats de filières permettent à l'État, aux régions et au Centre national du livre d'accompagner, de manière très ciblée, les acteurs et actrices du territoire à travers les SRL. Cet outil est tout à fait opérant et il permet d'agir directement selon les besoins des territoires pour maintenir une offre culturelle de proximité et diversifiée.

La Fill a lancé un volet écologie en réponse à l'appel à projets Alternatives vertes, un dispositif visant à financer la transition écologique des entreprises culturelles.

Maintenez-vous vos actions malgré son abandon par le ministère de la Culture ?

D. H. : Accompagnant le mouvement lancé sur les territoires et

motivée par le financement Alternatives vertes, la Fill s'est en effet saisie en 2024 de l'enjeu majeur que représente la transition écologique de la filière. Un groupe de travail s'est réuni toutes les semaines pendant huit mois pour développer une dizaine d'axes de travail. Nous avons pris une douche froide lorsque nous avons appris en mars 2025 que le troisième volet était supprimé. Néanmoins, nous avons décidé de maintenir au moins un des projets que nous pouvons mener avec peu de financement et en faisant jouer la mutualisation. Il s'agit de l'adaptation, pour le livre et la lecture, de la plateforme Cooprog, créée par l'Office national de la diffusion artistique (Onda) pour optimiser les tournées d'artistes afin de réduire leur bilan carbone. L'outil verra le jour cette année.

La baisse des subventions affecte aussi vos structures adhérentes. Quels sont les effets, observés ou redoutés, de cette contraction financière ?

D. H. : Nous avons l'impression d'atteindre un moment de fracture. Nos derniers chiffres clés recensent en région, hors Île-de-France, 1 475 maisons d'édition indépendantes, 1 801 librairies indépendantes et 1 251 manifestations littéraires. Que va devenir ce méticuleux maillage, ce marqueur fort de la politique culturelle française depuis une quarantaine d'années ? Nous ne connaissons pas encore l'ampleur du choc mais cette baisse se traduira forcément dans le soutien aux acteurs et actrices du livre. Le budget 2027 est déjà un sujet de préoccupation.

F. A. : La baisse des financements peut induire un changement des critères d'attribution des aides. Quels seront-ils ? Se pose la question suivante : une politique publique doit-elle accompagner les structures robustes ou celles qui sont fragiles ? Dans le premier cas, quel sens aurait-elle alors ?

Quelles sont les conséquences du [licenciement, l'été dernier, des équipes de Mobilis](#) dans les Pays de la Loire ?

D. H. : Mobilis continue d'exister, portée par des bénévoles, avec le même désir d'être un espace de coopération. Pour avoir récemment échangé avec des membres du conseil d'administration, je constate leur fatigue, leur épuisement et leur crainte quant à l'avenir de l'association dans ces conditions.

F. A. : Nous ne sommes pas encore sortis de la sidération. Ce qui s'est passé en Pays de la Loire a été un séisme. Et cela crée un précédent. Jusqu'alors socle commun, le livre et la lecture deviennent des variables d'ajustement.

Reste-t-il des raisons d'espérer malgré tout ?

F. A. : Les baisses annoncées sont en cours de discussion dans chaque région. Reste ainsi à savoir si les coupes seront finalement atténuées, ce qui serait priorisé et sur quels critères. Par ailleurs, des conseils régionaux se positionnent en faveur de la sanctuarisation des budgets pour la culture.

D. H. : Les élections sont le moment de nouer un dialogue avec les élus et élues. La tribune publiée dans *Le Monde* montre la mobilisation de l'interprofession. La Fill compte être actrice de cette alliance pour porter les grands enjeux de la filière et ouvrir ce dialogue. Nous contribuons au livre blanc de la décentralisation culturelle de l'Observatoire des politiques culturelles (OPC) : c'est le moment pour analyser ce qui s'est construit et faire des propositions.

Justement, comment cette réflexion prospective se manifestera-t-elle au cours de la journée d'anniversaire de la Fill que vous organisez, sur invitation, le 30 mars ?

D. H. : Cette journée d'anniversaire sera d'abord un moment de

fête avec nos partenaires et les membres de notre fédération tout en proposant un temps d'échanges professionnels. La sénatrice **Sylvie Robert**, qui porte une parole politique forte dont nous avons besoin en ces moments d'incertitude, ouvrira cette journée. L'histoire de la Fill est intrinsèquement liée à la décentralisation et à la structuration de la politique du livre dans les territoires. La matinée permettra de partager des réussites passées tandis que l'après-midi se concentrera sur l'avenir. Nous voulons faire de cet anniversaire un moment fort pour réfléchir et partager des pistes afin de construire, ensemble, l'avenir de l'interprofession. C'est une opportunité de faire alliance et de montrer ce que la coopération sait produire de mieux.

F. A. : Dans un moment où il est extrêmement difficile d'imaginer un avenir, il est d'autant plus important de travailler ensemble mais aussi de fêter le temps présent.